

FAITS SAILLANTS

- 272 incidents touchant directement le personnel ou les biens humanitaires ont été enregistrés entre janvier et novembre 2019. Leurs conséquences sont sérieuses et privent des populations entières d'assistance ; ainsi quatre organisations ont temporairement suspendu leurs actions humanitaires en octobre et novembre et 40 blessés ont été enregistrés parmi les humanitaires durant ces onze derniers mois, contre 23 durant la même période en 2018.
- Un hélicoptère d'une capacité de 18 passagers et / ou 2,5 tonnes de fret a été mis à la disposition de la communauté humanitaire par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS). Sa mission consiste à desservir les zones touchées par les inondations ainsi que celles qui sont difficiles d'accès. L'appareil a permis d'assurer une bien meilleure couverture des zones affectées par le conflit dans les localités particulièrement enclavées.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	693 445
# de réfugiés centrafricains	593 895
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,6 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	1,6 M

FINANCEMENT

430,7 millions \$

requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2019

289,8 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 67% des fonds. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



OCHA RCA/ Fabrice Gernigon

Au sommaire

- P.1 Intensification de l'aide humanitaire dans les zones Inaccessibles
- P.3 Inondations
- P.4 Les efforts de la communauté humanitaire commencent à porter leurs fruits à Zémio
- P.6 La voix du Pangolin
- P.7 Success Story
- P.10 Le saviez-vous

Intensification de l'aide humanitaire dans les zones les plus inaccessibles de la Centrafrique

Un accès humanitaire qui reste extrêmement contraignant dans plusieurs sous-préfectures

Un des obstacles les plus complexes auxquels sont confrontés les humanitaires en République centrafricaine est la difficulté d'accès aux personnes les plus vulnérables. Nombreux sont celles et ceux qui présentent les besoins les plus aigus mais vivent dans des zones particulièrement isolées, du fait des contraintes sécuritaires, mais aussi des contraintes logistiques liées à la vétusté des infrastructures routières. La sous-préfecture de Mingala qui se trouve au sud-est du pays cumule simultanément ces deux types de contraintes. Depuis 2017, la sous-préfecture a été le théâtre de nombreux affrontements entre groupes armés et d'exactions graves contre les populations civiles. Liées notamment au contrôle des ressources minières dans le nord de la sous-préfecture, ces violences ont entraîné des déplacements de population et de graves violations des droits humains (assassinats, enlèvements, viols, enrôlements forcés, arrestations arbitraires, taxations illégales, etc.). Quelques organisations humanitaires ont réussi à atteindre cette zone et y mener des activités au prix d'importants efforts de négociation et de réhabilitation d'ouvrages de franchissement (notamment en août-septembre 2018 puis en mars-avril 2019). Mingala reste néanmoins dans une large mesure une zone grise pour les humanitaires.

Un hélicoptère mis à la disposition des humanitaires pour soutenir une réponse rapide aux urgences

Le 19 novembre 2019, un hélicoptère d'une capacité de 18 passagers et / ou 2,5 tonnes de fret a été mis à la disposition de la communauté humanitaire par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS). Sa mission consiste à desservir les zones difficiles d'accès. L'appareil a permis d'assurer une bien meilleure couverture des zones affectées par le conflit dans les localités particulièrement enclavées comme celle de Mingala.



@OCHA RCA/Fabrice Gernigon. Mingala, Préfecture de Basse-Kotto, l déchargement de l'aide humanitaire.

Grâce à l'hélicoptère, une mission conjointe composée d'agences humanitaires des Nations unies et d'ONG s'est rendue sur place le lundi 25 novembre afin de procéder à une évaluation générale du contexte humanitaire, sécuritaire et d'accès. Des besoins importants ont été observés, principalement dans les domaines de la protection, de l'eau, hygiène et assainissement (EHA) et des abris. La population de Mingala a exprimé un profond sentiment d'abandon et d'oubli. Le sous-préfet est le seul représentant de l'autorité de l'État sur place.



@OCHA RCA/Fabrice Gernigon. Mingala, Préfecture de Basse-Kotto. Gérard et Amandine. Deux résidents de Mingala accueillent la mission humanitaire envoyée sur place

Le samedi 30 novembre, une nouvelle mission composée d'une équipe de OCHA et de l'UNICEF s'est rendue à Mingala avec l'hélicoptère de UNHAS pour y acheminer près de deux tonnes d'aide humanitaire, essentiellement des articles EHA mais également des kits de dignité pour les femmes et des kits éducatif pour les enfants. Cette première aide était d'abord destinée aux personnes les plus vulnérables, telles qu'identifiées à travers la consultation des leaders communautaires locaux et du sous-préfet. Les personnes les plus dans le besoin

sont les déplacés arrivés après la récente spirale de violence déclenchée en septembre 2019 à la suite d'affrontements dans les zones minières du nord de Kollo, mais aussi les familles qui les ont accueillis. Nadine Nguereguale a 19 ans et fait partie des résidents de Mingala qui sont venus accueillir l'hélicoptère de UNHAS qui s'est posé sur un terrain vague aux abords de Mingala. « Vous nous redonnez de la joie. Il n'y a plus personne pour nous aider ici » nous confie-t-elle, confirmant le sentiment d'abandon que beaucoup de résidents semblent partager.

Des besoins qui devront être soutenus

Marie-Lucienne Walimba, est la représentante locale de l'organisation des femmes centrafricaines (OFCA). Très reconnaissante de recevoir cette première assistance, elle partage toutefois son désarroi face aux pillages qui ont touché de nombreux villages aux alentours. « Les femmes qui viennent me voir ont tout perdu dans les pillages. Elles sont sans argent et me demandent des choses très basiques, comme par exemple des ustensiles de cuisine » s'inquiète-t-elle. Marie-Lucienne a essayé de créer une coopérative agricole pour permettre à ces femmes de générer des revenus, mais elle s'est trouvée confrontée à la difficulté d'obtenir des semences, mais aussi à la situation sécuritaire qui ne permet pas toujours aux femmes de se rendre aux champs, où de nombreux cas de viols ont été rapportés.



@OCHA RCA/Fabrice Gernigon. Mingala, Préfecture de Basse-Kotto. Marie-Lucienne Walimba, Présidente de l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) à Mingala pose avec son amie Lydie

Au-delà des atteintes directes à la vie et aux droits des personnes, l'insécurité limite la liberté de mouvement à quelques kilomètres à peine de la ville ; elle empêche les humanitaires de fournir une assistance ; elle crée des défauts d'approvisionnement, augmente le coût des biens et denrées essentiels ; et elle entretient un sentiment de désespoir et de peur parmi la population. Cette situation augmente les risques pour la population de s'adonner à des activités dangereuses ou illégales comme l'engagement avec les groupes armés ou le travail dans les chantiers miniers.

Cette première assistance humanitaire d'urgence est essentielle à la survie de la population à Mingala, mais d'autres missions devront soutenir une assistance sur le long-terme.

Une réponse multisectorielle également rendue possible à Djemah grâce à la mise à disposition de l'hélicoptère d'UNHAS

Une mission conjointe des partenaires de santé a eu lieu du 23 au 26 novembre dans la localité de Djemah. L'hélicoptère a pu déposer sur place une équipe formée de membres du personnel de l'OMS, de l'Institut Pasteur, du Ministère de la santé, d'OCHA, de *Vision to Change the World* (VCW) et de Vision et Développement (VD) pour faire une première évaluation des besoins. Des besoins multisectoriels ont été constatés notamment en santé, EHA, sécurité alimentaire, éducation et protection. Cette première mission a pu constater l'absence de vaccination de nombreux enfants depuis plusieurs années, un manque de points d'eau aménagés, un manque de salles de classe et d'enseignants qualifiés, une insuffisance des produits de première nécessité sur le marché ainsi qu'un grand nombre de champs inondés. Le 4 décembre, une première réponse d'urgence a pu être déployée toujours à l'aide de l'hélicoptère d'UNHAS. Des médicaments et des tablettes d'aquatabs ont été distribués, et VCW a pu installer des pompes à eau en ville. Une assistance qui malgré son caractère ponctuel a permis d'alléger les souffrances des habitants de Djemah.

Inondations : retours spontanés des sinistrés dans des conditions précaires

Avec le début de la saison sèche correspondant à la baisse du niveau d'eau, certains sinistrés, particulièrement à Bangui et Bimbo ont commencé à retourner chez eux. Face aux conditions d'assainissement fortement détériorées dans les zones de retour, la Ministre de l'action humanitaire et de la réconciliation nationale a réuni les autorités des quartiers concernés, afin d'assainir les zones inondées. Le groupe de travail redevabilité envers les populations affectées a développé des messages de sensibilisation. Grâce à l'hélicoptère mis à disposition de la communauté humanitaire par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS), les humanitaires ont pu survoler le fleuve Oubangui afin d'avoir une meilleure connaissance de l'ampleur de l'impact des inondations dans des zones difficilement accessibles. Ces survols ont permis de constater une ampleur des dégâts plus faible qu'initialement prévu, particulièrement en termes du nombre de maisons inondées.

A la fin novembre, environ 98 000 personnes étaient affectées par les récentes inondations, dont plus de 33 000 à Bangui. Le reste de personnes est reparti entre les préfectures de la Basse-Kotto, Lobaye, Mbomou, Nana-Gribizi, Ombella M'Poko, Ouaka et Ouham. Cependant, décembre devrait voir ce nombre de personnes affectées baisser, suite notamment à l'évaluation de l'ampleur des retours spontanés enregistrés.

La mobilisation des acteurs humanitaires n'a pas faibli

Afin d'améliorer les conditions d'assainissement mais également d'accès à l'eau potable dans les zones de retour à Bangui, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a appuyé les communautés du 7ème arrondissement pour la décontamination et la dépollution des maisons et points d'eau. L'ONG IDC a mené des activités similaires dans la sous-préfecture de Damara dans l'Ombella M'poko, tout en sensibilisant les habitants aux règles d'hygiène.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a remis au Gouvernement des médicaments pouvant soigner 20 000 personnes pendant trois mois. Ces médicaments permettront notamment de soigner les maladies hydriques et le paludisme, particulièrement dans les zones de retour des déplacés dont l'assainissement est fortement dégradé. Ces médicaments ont permis aux ONG Médecins d'Afrique (MDM) et Mutualité des Volontaires Africains pour le Développement en Centrafrique (MVAD) d'organiser des cliniques mobiles dans le Mbomou pour couvrir jusqu'à 2 500 personnes.

Pour plus de détails sur la réponse humanitaire aux inondations, consulter nos mises à jour :

<https://reliefweb.int/report/central-african-republic/mise-jour-num-ro-2-de-la-situation-humanitaire-suite-aux-inondations>

<https://reliefweb.int/report/central-african-republic/ocha-r-publique-centrafricaine-rca-mise-jour-de-la-situation>

Les efforts de la communauté humanitaire commencent à porter leurs fruits à Zémio

Une ville coupée du reste de la RCA, en proie aux violences des groupes armés

La ville de Zémio est située à environ 1 000 km au sud-est de Bangui en République centrafricaine (RCA). Elle fait partie des quatre sous-préfectures du Haut-Mbomou affectées par de multiples exactions contre les civils et violences entre groupes armés, en particulier en juin 2017. Ces violences ont occasionné un déplacement massif de population en République Démocratique du Congo (RDC), notamment à Zappai où plus de 20 000 centrafricains dépendent entièrement de l'aide humanitaire pour leur survie.

Depuis juin 2019, une dynamique de retour a été enregistrée à Zémio et ses périphéries. Les deux sites de déplacés de la ville comptent 8 193 personnes déplacées (PDI) et 4 736 autres sont en familles d'accueil. On dénombre également 12 296 personnes retournées dans la ville de Zémio. L'accès à Zémio est à la fois rendu difficile par le mauvais état des infrastructures routières mais aussi par l'insécurité. En plus d'impacter considérablement la capacité de la réponse humanitaire, ces difficultés ont de fortes répercussions sur le prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité. Lors de sa mission à Zémio les 13 et 14 juin 2019, la Coordinatrice Humanitaire a donc recommandé qu'un plan d'action multisectoriel soit mis en place.

Suivi et évaluation du plan d'action



@Visionetdéveloppement RCA/ Kevin LAKOUETENE, Zémio
Préfecture du Mbomou, visite de la Coordinatrice Humanitaire, 6 novembre 2019

Suite à la recommandation de la Coordinatrice Humanitaire, les acteurs humanitaires de Zémio ont mis en place en juin, un plan multisectoriel de réponse d'urgence ciblant près de 21 000 personnes pour une durée de quatre mois. Dans l'objectif d'évaluer ce plan de réponse, la Coordinatrice Humanitaire s'est rendue le 6 novembre 2019 à Zémio. Elle était accompagnée d'une délégation de haut niveau composée notamment du Chef de Bureau de OCHA, du Ministre de la Santé, de la Ministre de l'Action Humanitaire, des représentants de l'UNICEF, de l'Union Européenne et de l'Organisation Mondiale de la Santé

ainsi que des représentants d'ONG Internationales (International Rescue Committee, ALIMA et ACTED). Lors de cette visite, la délégation a pu échanger avec les autorités politico-administratives locales, les déplacés, les responsables des groupes armés et les leaders communautaires. La visite a également permis d'évaluer et de mieux comprendre les défis de la réponse humanitaire en cours dans les deux sites des déplacés (Site D et Site Gendarmerie), ainsi qu'à l'hôpital secondaire de Zémio.

Grace à l'Allocation réserve du Fonds Humanitaire pour la RCA, deux organisations humanitaires ont été déployées à Zémio pour renforcer la réponse dans les secteurs de la santé (IRC et ALIMA) et de la protection (IRC). ALIMA répond aux besoins médicaux urgents en appuyant l'hôpital secondaire de Zémio ainsi que trois formations sanitaires (FOSA) dans les villages de retour. IRC complémente cette réponse à travers l'organisation de cliniques mobiles sur les axes et l'appui à la réouverture de deux formations sanitaires dans les villages de retour. IRC assure également une assistance multisectorielle (médicale, psychosociale et avec une composante d'insertion socio-économique) aux survivantes de la Violence Basées sur le Genre par du personnel formé et qualifié ; ainsi que le renforcement de la protection et les droits humains, particulièrement ceux des femmes et des filles.

Sur le site Gendarmerie, la délégation a visité les activités de distribution de moustiquaires par l'ONG ALIMA. Plus de 20 000 moustiquaires acheminées à Zémio en octobre 2019 sont en cours de distribution. L'ONG COOPI a également distribué 267 kits d'articles ménagers essentiels aux déplacés et retournés du même site en juillet 2019.

Sur le site D, la visite s'est concentrée sur les activités des cliniques mobiles de CSSI (Centre de Support en Santé Internationale) et le Centre d'Ecoute et de Conseil de COOPI. Cinq cliniques mobiles hebdomadaires sont organisées dans les sites de PDI et les quartiers de retour dans le cadre de la prévention et la lutte contre la malnutrition infantile (à Gendarmerie, Komboli, Catholique, Site D, et Hôpital). En juillet 2019 COOPI a procédé à la réouverture de trois carrefours communautaires avec des centres d'écoute et de conseil intégrés dans la ville de Zémio. Ces carrefours communautaires ont pour objectif de renforcer la protection des populations affectées par le conflit à travers la réduction des facteurs aggravants, notamment les atteintes à la dignité et à l'intégrité physique et morale, de contribuer à l'autonomisation des populations affectées à travers le renforcement des mécanismes de protection à base communautaire et d'assurer l'accès des populations affectées à une assistance intégrée qui sauve des vies.

La délégation a pu visiter le bâtiment de l'Unité Nutritionnelle Thérapeutique (UNT) de l'hôpital de Zémio. Cette unité d'une capacité de huit lits a été réhabilitée par ALIMA fin octobre 2019. L'ONG y assure une prise en charge en faveur des enfants de 0 à 5 ans, des femmes enceintes/allaitantes, et propose ses soins gratuitement dans l'hôpital depuis octobre 2019. ALIMA a également réhabilité la pharmacie, la cuisine de l'UNT, les infrastructures sanitaires de l'hôpital (latrines, douches), et a lancé une campagne de vaccination multi-antigène dans le centre de santé comme dans les quartiers de retour de Zémio et ses périphéries.

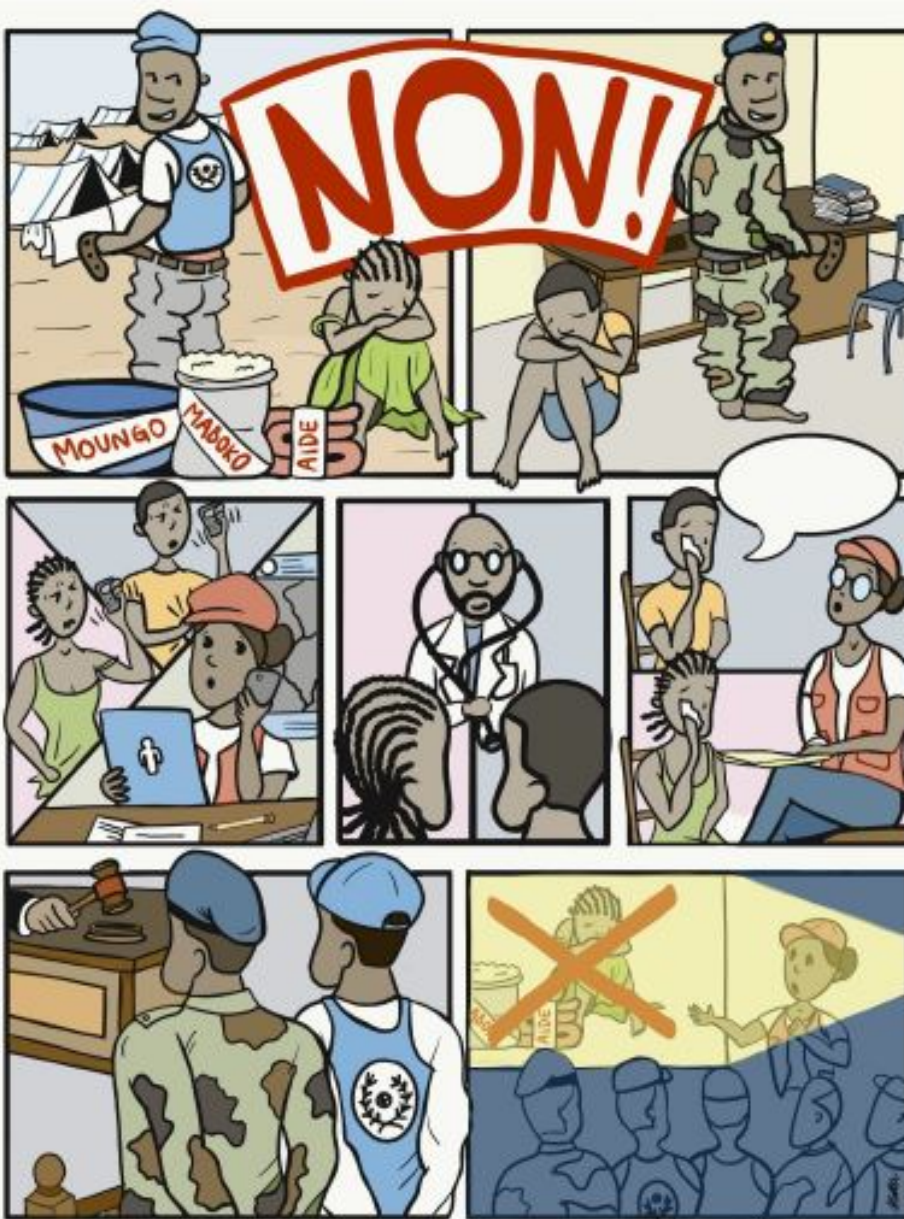
Parallèlement, ACTED a entamé la réhabilitation de six forages dans les quartiers de retour de Zémio. Dans ces mêmes quartiers, l'ONG planifie la construction de 50 latrines et a lancé la construction de 300 abris. 600 bénéficiaires pour des activités maraichères ont été identifiés et ont déjà reçu deux formations. Ils devraient se voir remettre sous peu des outils aratoires et des semences. En termes de réponse dans le secteur éducation, ACTED a finalisé des cours de rattrapage au profit de 600 élèves, a lancé la réhabilitation de trois écoles et la construction de trois ETAPES (Ecoles temporaires d'apprentissage et de protection de l'enfance).

Une réponse humanitaire multisectorielle indispensable qui doit être renforcée

A l'issue de la visite de la Coordinatrice Humanitaire du 6 novembre, les différentes parties prenantes (autorités, responsables communautaires, déplacés...) se sont félicitées du travail effectué par les acteurs humanitaires présents sur place. Ils ont toutefois émis plusieurs recommandations à la délégation pour que les lacunes de la réponse soient comblées. Ils ont notamment suggéré un renforcement du plateau technique de l'hôpital de Zémio (bloc opératoire, laboratoire...), et ont demandé une surveillance/prévention accrue des maladies à potentiel épidémique. Ils ont par ailleurs demandé la levée totale des points de contrôle installés par les groupes armés afin que les réfugiés centrafricains puissent circuler librement, notamment entre Zappai en RDC et la ville de Zémio. Des efforts doivent également être réalisés pour améliorer la stratégie d'accompagnement au retour et de relèvement durable ;

Enfin, la réhabilitation des infrastructures routières (ponts, bacs) reliant les villes de Rafai, Djema et Obo à Zémio permettrait de faciliter l'accès humanitaire pour intensifier la réponse.

La voix du Pangolin*



I kanga legue na sarango lissoro ti koubou na ngangou.

Non à l'abus et à l'exploitation sexuelle.

Les Nations Unies et les acteurs humanitaires sont fermement engagés dans la lutte mondiale contre l'exploitation et les abus sexuels (EAS). Nous avons une politique de tolérance-zéro vis-à-vis des actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par notre personnel contre les personnes que nous assistons. Nous avons établi des systèmes de rapportage, d'investigation, des procédures disciplinaires et des programmes pour assister les victimes. Nous nous engageons à donner régulièrement à notre personnel des formations, et à partager avec lui toute information disponible sur la prévention de l'EAS. La priorité ne doit pas être de protéger ceux qui sont en position de pouvoir mais de s'assurer que les survivantes/victimes reçoivent le soutien auquel ils/elles ont droit. La ligne 4040 est mise à la disposition de tous et de toutes afin de signaler, en sécurité, tout abus ou exploitation.

Tongana a sara ye ti ngangou na tere ti a zo ouala
a sara lissoro ti koubou na ngangou, ala lingbi ti
fa na guigui na pikango singa sengue sengue na :
Signaler tout abus ou exploitation en appelant en
toute sécurité la ligne verte au numéro :

4040



Task Force
contre
l'Exploitation
et les Abus
Sexuels
(EAS) en
République
centrafricaine

@OCHA/RCA, Mattia Villa

* Créature typique de la RCA, le pangolin est l'animal le plus menacé au monde par le braconnage et le commerce illégal. En vertu de sa position désavantagée, cette rubrique vise à l'ériger en tant qu'un symbole de la voix des populations les plus menacées en RCA, en expliquant leurs vulnérabilités à travers des représentations visuelles faciles à comprendre et en même temps qui font réfléchir.

Success story : Une assistance d'urgence en production alimentaire pour soutenir les retournés de Bambari

En 2018, des milliers de personnes déplacées internes (PDI) quittaient les sites de la ville de Bambari à l'est de la Centrafrique dans la Préfecture de la Ouaka, suite à une relative accalmie. Les affrontements récurrents entre les groupes armés dans cette région poussent au déplacement des familles dont les moyens de subsistance se trouvent déjà érodés par plusieurs années de conflits à répétition. Pour soutenir ces retournés et relancer la vie socioéconomique de la ville, le Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec le financement du Fonds humanitaire pour la Centrafrique (FH RCA) a organisé en partenariat avec son partenaire IDEA-RELIEF une foire agricole où 5 000 familles ont reçu des coupons alimentaires d'une somme de 30 000 FCFA chacune, pour l'achat de semences vivrières et de petits outils.

Une assistance d'urgence pour renforcer la sécurité alimentaire

Entre mai et juin 2019, la FAO et son partenaire de mise en œuvre, l'ONG International Emergency and Development Aid (IEDA-Relief), ont organisé deux foires agricoles qui ont permis à 5 000 ménages de bénéficier de semences agricoles composées d'arachides, de maïs, de paddy et de courge blanche. Ces ménages ont également reçu des outils aratoires après une formation sur les techniques culturales, assurée par 500 délégués techniques issus de leurs communautés. Ces derniers ont apporté leur appui pendant la période de semis en juin, et continueront d'apporter l'expertise nécessaire au sein de la communauté pour les prochaines saisons agricoles.



@OCHA RCA/Virginie Bero, Village Siou, 17 km de Bambari, Préfecture de la Ouaka. Martine, une des bénéficiaires de semences, décortique l'arachide qu'elle a récolté pour faire la cuisine.

Une assistance qui a des répercussions au-delà du secteur alimentaire

« Après avoir vendu une partie d'arachides récoltées en septembre, j'ai pu payer les frais scolaires de mes enfants mais aussi leur acheter les fournitures dont ils ont besoin pour reprendre le chemin de l'école. Nous envisageons également dans notre groupement de mettre en place des activités génératrices de revenus, afin de continuer à tirer profit de l'assistance que nous avons reçue », a témoigné Emile Sétéyé, un des bénéficiaires.

Grâce aux coupons alimentaires remis par les bénéficiaires aux producteurs locaux (vendeurs) de semences, ces derniers ont pu empocher d'importantes sommes d'argent qui sont réinjectées dans l'économie locale. « Mon groupement a reçu plus de 8 000 000 FCFA pour les semences vendues. Après répartition de l'argent entre vendeur de semences, j'ai pu acheter une parcelle à Bambari où j'ai prévu de construire une maison » confie avec sourire Ghislain Kongbo, représentant des fournisseurs de semences au village Adoum. Il a également confié que sa nouvelle habitation facilitera l'accès à l'école pour ses enfants qui jadis parcouraient de longues distances à cet effet. Cette année, Ghislain a cultivé cinq hectares de manioc et grâce aux ventes réalisées à la foire, il vient de se procurer un moulin pour la transformation du manioc en farine.

Des défis permanents à relever

Même si l'assistance en semences a permis de booster l'économie locale et relancer les activités agricoles pour la survie des retournés, les civils continuent de faire face à l'insécurité résultant des activités des hommes armés, restreignant leur accès aux champs. Pour les humanitaires également, l'insécurité sur certains axes ne permet pas d'accéder aux personnes dans le besoin. A cela s'ajoute la dégradation des infrastructures routières rendant l'accès très complexe malgré des besoins croissants. En apportant sa réponse aux différents besoins de la population, la communauté humanitaire s'assure également qu'une priorité soit accordée à la protection des civils.

Promouvoir le développement économique et lutter contre la pauvreté à travers les THIMO

En Centrafrique, moins de 2,5% de routes est bitumé tandis que le réseau routier est quasiment inexistant sur une importante partie du territoire. L'est de la Centrafrique dans la Préfecture de la Ouaka n'échappe pas à cette réalité. Les routes reliant la commune de Maloum aux localités voisines ont longtemps été dans un état de dégradation avancée, restreignant les mouvements des habitants ainsi que ceux des humanitaires pouvant leur venir en aide. La région a longtemps abrité des personnes déplacées fuyant l'insécurité dans leurs villages et présentant des besoins multisectoriels. Dans la même zone, certaines familles profitant d'une relative accalmie ont dû retourner chez elles.

Réhabilitation des voies d'accès humanitaire et relance de l'économie locale.

En février 2019, l'ONG Action pour la Population et le Développement Durable (APSUD) a lancé le projet de réhabilitation de trois différents axes. Axe reliant le croisement Maloum, l'axe Maloum- Boubali et l'axe Maloum - Elevage, d'une distance d'environ 15 km. L'approche utilisée était celle des travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO), mettant à contribution 625 retournés et déplacés de la commune de Maloum, située à 60 km au nord de Bambari dans la préfecture de la Ouaka. Pendant 25 jours, ils ont creusé des caniveaux permettant l'évacuation des eaux et ont fait des remblais. Chacun d'entre eux a reçu la somme de 65 000 FCFA, contribuant ainsi à relancer les activités économiques locales, tout en permettant aux bénéficiaires de subvenir à leurs besoins.



©OCHA/Virginie Bero. Maloum, Préfecture de l'Ouaka, RCA (Octobre 2019). L'axe Maloum-Bria, réhabilitée par l'ONG APSUD sur financement du Fonds humanitaire, visitée par une équipe OCHA.

« Grâce à APSUD, j'ai repris les activités de couture, car j'ai pu acheter une nouvelle machine à coudre avec l'argent que j'ai gagné à travers le projet THIMO », a témoigné Dahirou Yaya, président du Groupement Maboko na Maboko (La main dans la main). Désormais, les habitants, dont la principale activité est l'agriculture, acheminent facilement leurs produits agricoles dans les marchés environnants.

Cinq groupements composés de 30 associations ont pu, par ailleurs, relancer des activités génératrices de revenus grâce à la dotation par APSUD de kits composés de semences, de produits de première nécessité et de produits agricoles d'une valeur de 500 000 FCFA chacun. « Nous répartissons les bénéfices entre nous, mais l'argent sert également à contribuer à un système d'assistance sociale au sein de la communauté », a ajouté Voguela Ruffin, membre du groupement Zo Kwé Zo (Tous les hommes sont égaux).

Un projet similaire à Bambari et à Ippy

A Bambari, 350 personnes déplacées et retournées dont 175 femmes ont également bénéficié d'un projet similaire. Chacun d'eux a reçu une somme de 62 500 FCFA pour le nettoyage d'infrastructures communautaires et la réhabilitation de blocs de toilettes au lycée et collège de Bambari. D'autres actions ont été menées dans la commune d'Ippy ou

les bénéficiaires se sont livrés à des activités de désherbage et de canalisation de l'axe Ippy- Bambari, d'une distance de 5 km. La ville d'Ippy est située à 113 km au nord de Bambari.

Ces activités étaient accompagnées d'une campagne de sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale au sein de la population retournée de Maloum. Ippy et Bambari, afin de favoriser le vivre ensemble entre les communautés.

L'ONG APSUD a été créée le 17 novembre 2015 à Bangui. Elle intervient dans le domaine d'Eau, hygiène et assainissement, moyens de subsistance, sécurité alimentaire et la protection. APSUD est présente dans les préfectures de la Ouaka, Mambéré Kadéï et Ouham Péné. Son siège national se trouve à Bangui. Contactez l'ONG APSUD aux adresses suivantes : coordonat@apsud.org, +236 72 44 98 74.

En bref

L'assistance humanitaire multisectorielle se poursuit à Birao



@TGH, Denis Djonyang. Birao, Préfecture de la Vakaga. Opération d'évacuation des déchets du site de PDI

Depuis les affrontements entre deux groupes armés en septembre dernier, avec la stabilisation de la situation dans la ville de Birao, un mouvement de retour a été observé durant les mois d'octobre et novembre 2019. A ce jour, 8 445 personnes déplacées vivent dans les deux sites de déplacés (MINUSCA et Aéroport). Un travail de recensement des personnes déplacées vivant dans les familles d'accueils, des personnes retournées a été effectué fin octobre pour permettre une assistance humanitaire dans la ville de Birao.

Une assistance multisectorielle se poursuit à travers les activités menées par l'ONG l'Afrique Sauve l'Afrique (ASA), la Croix Rouge Centrafricaine, le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), INTERSOS, International Mercy Corps, NDA, OCHA, l'Organisation pour le Développement Economique et Social de Centrafrique (ODESCA), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), Triangle Génération Humanitaire (TGH) et War Child. Environ 80 000L d'eau potable sont fournis quotidiennement aux personnes déplacées. De nouvelles latrines et douches ont été construites et un mécanisme de gestion des déchets solides et des eaux usées a également été mis en place afin d'améliorer les conditions sanitaires. Pour pallier les risques associés à l'insécurité alimentaire, des distributions de vivres ont lieu sur les deux sites de PDI, l'accès aux soins de santé et la prise en charge de la malnutrition sont des services offerts gratuitement à la population affectée, avec les cliniques installées directement sur les sites. Les activités psychosociales pour les enfants sont organisées dans les espaces amis des enfants au quotidien. Un système de monitoring de protection dans les sites de PDI et dans la ville de Birao a été mis en place à travers les relais communautaires. Enfin, un soutien psychologique et médical est offert aux victimes d'incidents de protection.

Formation des USMS sur les principes humanitaires à Bouar

Dans l'objectif d'améliorer l'accès et la sécurité des acteurs humanitaires, OCHA a présenté les principes et acteurs humanitaires à deux compagnies des Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) à Bouar dans la préfecture de la Nana-Mambéré, à l'ouest de la Centrafrique. Organisées du 27 au 28 novembre pour environ 250 participants, ces présentations ont également abordé l'environnement humanitaire dans la zone de déploiement des USMS. Par la suite, OCHA organisera des exercices de simulation, notamment le passage des humanitaires sur les points de contrôle dont ces unités seront en charge. Constituées d'anciens membres des groupes armés, d'éléments des forces armées centrafricaines et de la police, les USMS sont une émanation de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation signée en février dernier entre le Gouvernement et les groupes armés.

Le saviez-vous ?

Un regain de violence affecte l'activité des organisations humanitaires dans plusieurs localités du pays

Total incidents



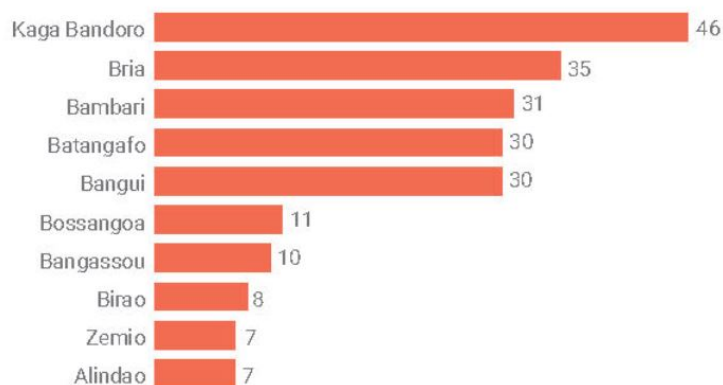
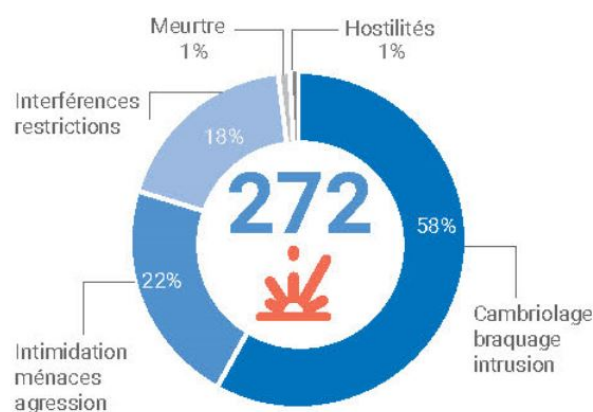
Humanitaires tués



Humanitaires blessés



ANALYSE DES INCIDENTS SÉCURITAIRES AFFECTANT DIRECTEMENT LES HUMANITAIRES



Un regain de confrontations directes entre groupes armés, mais aussi entre les Forces Armées Centrafricaines et les groupes armés a été observé en novembre, notamment à Bria, Bambari et Kaga Bandoro. Cela, combiné à une persistance de l'insécurité dans plusieurs villes et axes du pays, entraîne des suspensions de mouvements des acteurs humanitaires qui impactent la réponse humanitaire. Si les civils demeurent les principales victimes des tensions et de la violence dans le pays, la République centrafricaine est également l'un des plus dangereux contextes du monde pour les travailleurs humanitaires. 272 incidents touchant directement le personnel ou les biens humanitaires ont été enregistrés entre janvier et novembre 2019. Leurs conséquences sont sérieuses et privent des populations entières d'assistance ; ainsi quatre organisations ont temporairement suspendu leurs activités humanitaires en octobre et novembre et 40 blessés ont été enregistrés parmi les humanitaires durant ces onze derniers mois, contre 23 durant la même période en 2018.

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/central-african-republic/infographic/rca-aper%C3%A7u-des-incidents-affectant-les-3>

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

François Batalingaya, Chef de Bureau, francois.batalingaya@un.org, Tel. (+236) 70 60 10 66

Maxime Nama, Unité de l'Information Publique, namacirhibuka@un.org; Tel. (+236) 70 12 24 43

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org